

« La guerre devait être courte. »

Et toi, quand que tu pars ?

— Je pars le deuxième jour.

— Moi le troisième jour.

— Moi le vingt-cinquième jour.

— Oh, t'iras jamais. On sera revenu.

Ephraïm Grenadou et Alain Prévot,
Grenadou, paysan français, 1966

En août 1914, tous les belligérants partagent l'idée que la guerre doit être courte. On peut d'ailleurs penser qu'aucun dirigeant politique quel qu'il soit n'aurait laissé dériver les événements jusqu'à la guerre si un seul d'entre eux avait pu imaginer qu'elle allait durer quatre années et demie et faire une dizaine de millions de morts.

Dans l'état des connaissances et des convictions de l'été 1914, plusieurs angles d'approche viennent étayer l'idée d'une guerre courte.

Dans le registre de la technologie guerrière, d'énormes progrès ont été réalisés depuis les années 1880. Dans le domaine des armes individuelles et collectives en dotation dans les armées, les armements réglementaires ont considérablement changé. Le fusil « Chassepot » français de 1870 utilise un projectile de 11 mm de diamètre, alors que le « Lebel » en service depuis 1886 (modifié en 1893) projette une balle de 8 mm seulement. À cette réduction des calibres correspond surtout une vitesse initiale beaucoup plus grande des projectiles, augmentant la précision et la portée utile. L'artillerie a été révolutionnée à la fois par les explosifs modernes, comme la « mélinite », la

mise au point de canons à tir rapide, dont le canon de 75 français constitue l'archétype avec sa redoutable cadence de tir et son adaptabilité. Plus encore peut-être, « l'obus torpille », à explosion différée, a changé bien des choses. Dorénavant, les fortifications traditionnelles en pierre ne constituent plus des « places fortes » sans le recours au bétonnage. Dans les opérations défensives, la guerre civile américaine (1861-1865) et surtout la guerre russo-japonaise (1904-1905) ont mis en évidence l'extraordinaire puissance de feu des mitrailleuses, capables de dresser un mur de balles à raison d'environ 600 coups à la minute pour une seule pièce. Toutes les armées belligérantes se sont équipées de mitrailleuses, suivant en cela l'invention de l'Américain Hiram Maxim, dont la mitrailleuse est d'abord adoptée par l'armée britannique avant d'être copiée en 1908 en Allemagne. Les Français ont construit les modèles Saint-Étienne et Hotchkiss.

Ces évolutions technologiques donnent à penser aux experts militaires que le choc de deux armées sera tellement meurtrier, dès les premières rencontres, qu'il ne saurait se prolonger longtemps. La guerre sera réglée en quelques batailles décisives, où toute la puissance de feu moderne s'exprimera brutalement. En cela, la piste suivie par tous les futurs belligérants est bien celle des analyses de 1839 de Carl von Clausewitz, voyant les guerres à venir comme une « montée aux extrêmes » brutales, violentes, mais courtes. C'est la première raison qui fait penser que la guerre doit être chronologiquement limitée, mais elle n'est pas mesurée par le grand public, qui ignore la plupart des évolutions technologiques. Les experts militaires ne sont d'ailleurs pas tout à fait d'accord entre eux. Certains voient par anticipation les ravages causés par les armes automatiques (mitrailleuses) et à répétition (fusils), tandis que d'autres pensent que

quelles que soient les évolutions de la technique, la volonté des assaillants et le moral des troupes feront toujours la différence. En tout cas, les plans d'attaque, qu'ils soient français ou allemands, ont bien intégré cette dimension d'une guerre qui doit durer peu de temps.

Le plan français, dit « plan XVII » – car c'est le 17^e plan depuis la défaite de 1870 –, s'appuie sur la supériorité du canon de 75 et sur certaines convictions imposées par « l'école de l'offensive », alors en vogue à l'École de guerre. Au vrai, il s'agit davantage d'un plan de concentration des forces que d'un véritable plan d'attaque. Le rideau fortifié mis au point par le général Séré de Rivières après 1875, censé protéger la mobilisation, est déclassé avant la guerre, jugé alors comme un obstacle à la manœuvre. Le général Foch, nommé commandant de l'École de guerre et écrivain militaire (il laisse deux livres, *De la conduite de la guerre* et *Des principes de la guerre*), voit dans la victoire des causes morales. Selon lui, ni l'artillerie ni la cavalerie ne peuvent véritablement décider du sort de la bataille mais c'est l'infanterie, par son mordant, qui l'emporte toujours. « La considération du feu que l'on subit passe au second plan. » Le perfectionnement des armes, parfaitement perçu par Foch, apporte de l'eau à son moulin, en donnant un surcroît de force à l'offensive. Un des disciples de Foch, le lieutenant-colonel Loiseau de Grandmaison, chef du bureau des opérations à l'état-major général, systématise les paroles du maître dans plusieurs conférences données en 1911 : « La méthode offensive seule peut forcer la victoire, il faut s'y préparer et y préparer les autres en cultivant avec passion, avec exagération et jusque dans les détails infimes de l'instruction, tout ce qui porte la marque de l'esprit offensif. Allons jusqu'à l'excès et ce ne sera peut-être pas assez. » Si le

général Michel, vice-président du Conseil supérieur de la guerre et, à ce titre, futur généralissime potentiel, ne partage pas ces idées de l'offensive à outrance, il est contraint à la démission le 28 juillet 1911 et remplacé par le général Joffre, qui, pour sa part, soutient totalement les « jeunes Turcs » de « l'école de l'offensive ». Ainsi, dans les convictions françaises de ce courant d'esprit dominant depuis 1911, la guerre doit être courte et gagnée rapidement grâce à la *furia* des fantassins, dont la force morale est supérieure à celle des Allemands. Pas la peine de s'encombrer de canons lourds affirme le général Langlois, grand spécialiste de l'artillerie. « Il ne doit y avoir dans les batteries de campagne qu'une sorte de canon, de manière à réaliser l'unité de calibre, canon léger, passant partout, à tir rapide », en un mot, le 75. Il y a incontestablement de la cohérence dans le système de pensée militaire français à la veille de la guerre. Mais cette vision sous-estime le feu de l'adversaire. En tout cas, le plan XVII, présenté au Conseil supérieur de la guerre le 18 avril 1913, s'appuie sur la conviction que les Allemands n'auront pas assez de réserves pour pratiquer un large mouvement d'enveloppement par la Belgique. La masse des armées françaises est positionnée d'Épinal à Reims. Le plan d'opérations prévoit l'attaque immédiate de la première armée (général Dubail) sur Sarrebourg et Colmar, de la 2^e armée (général de Castelnau) sur Morhange. La dimension politique de ce plan est évidente. Il s'agit aussi de se précipiter sur les « provinces perdues » en 1870, pour leur redonner les couleurs françaises. La victoire est promise en dix semaines. Mais Joffre a compris que les Allemands allaient envahir la Belgique, même s'il n'a pas mesuré l'ampleur du mouvement. Il pense que la bataille décisive aura lieu sur ce territoire.

Le canon de 75

Le cahier des charges du futur canon de 75 est précis et lourd. La pièce doit disposer d'une hausse précise et facile à adapter à des distances de tir variées, d'une bêche de sol, pouvant s'enfoncer dans le sol à chaque départ du coup, il doit avoir un poids maximum de 1 100 kg sans son caisson à munitions. Le poids de l'obus doit être de 7 à 7,5 kg. C'est le commandant Deport qui, le premier, étudie le frein hydraulique qui va faire la célébrité de la pièce, lui permettant d'absorber le recul sans avoir à repointer le canon après le départ de chaque coup. Le commandant Ply, le capitaine Sainte-Claire Deville et le capitaine Rimailho travaillent tour à tour ou ensemble sur le « 75 », dont la mise au point s'achève en 1897. En 1899, 220 canons ont déjà été livrés aux régiments d'artillerie et sont acclamés lors du défilé du 14 juillet de Longchamps. Capable de tirer jusqu'à 20 coups à la minute, l'armée française dispose de 4 780 pièces en 1914.

La conviction que la guerre doit être courte est également partagée par les Allemands. Le journal *Le Temps*, considéré comme proche des milieux de l'état-major, publie le 21 février 1913 un article dans lequel il affirme que l'Allemagne serait en train de préparer une « campagne foudroyante ». À la veille de la guerre, les Allemands créent notamment plusieurs régiments de cavalerie afin de mieux exploiter le mouvement de leurs troupes.

Le « plan Schlieffen » doit son nom au chef du grand état-major allemand de 1891 à 1905. Il recherche non pas seulement à vaincre les forces françaises, mais à les réduire à néant (il emploie le terme « bataille d'extermination ») par une grande manœuvre d'enveloppement, persuadé qu'il est que les attaques frontales n'aboutissent jamais. C'est en 1905 que la violation de la neutralité belge a été

décidée. Face à la probable poussée française en Alsace, le plan Schlieffen prévoit de se cantonner à la défensive en Lorraine et en Alsace.

La partie dynamique du plan Schlieffen envisage une vaste manœuvre de contournement de Paris après la traversée de la Belgique (il ne dit rien d'une possible résistance de l'armée belge), pour enfermer les forces françaises du Nord-Est dans une poche vers Auxerre ou Melun, selon la tournure des événements, car il existe de nombreuses versions du plan. C'est à l'aile droite du dispositif allemand qu'échoit la tâche la plus lourde. C'est cette « aile marchante » qui doit à la fois couvrir le plus de distance et disposer du plus de forces afin de bousculer les Français. La victoire doit être acquise en une quarantaine de jours. Moltke-le-jeune remplace Schlieffen en 1905 et apporte quelques modifications au plan de son prédécesseur. Il dégarnit notamment l'aile marchante au profit des forces statiques d'Alsace et de Lorraine, pensant pouvoir, en plus de la manœuvre d'encercllement au cœur du plan allemand, détruire les armées françaises engagées entre Metz et les Vosges.

Lors du déclenchement des opérations, le plan Schlieffen modifié par Moltke est appliqué. Dès le 7 août, les Français entrent en Alsace avant d'en être rapidement chassés. En Lorraine, l'hécatombe de Morhange signe la fin des espoirs français. À l'Ouest, l'offensive allemande sur la Belgique se déploie. Le 5 août, les Allemands sont devant les forts de Liège, tenus par le général Leman. Une semaine après, grâce à leur artillerie très lourde, les troupes allemandes sont sur la Meuse, comme prévu par le plan Schlieffen. Le 20 août, quinze corps d'armée allemands, après avoir rejeté les troupes belges sur Anvers, avancent à marche forcée en se livrant au passage à de nombreuses exactions sur les populations civiles belges.

Le 25 août, les armées alliées sont battues et se replient partout, de la frontière belge à Verdun. À ce moment, le général britannique French a très envie de rembarquer ses troupes.

Si Moltke avait alors su imposer certaines de ses décisions à ses responsables d'armée, s'il avait commandé plus près du feu au lieu de fixer son quartier général à 250 km du front, la guerre aurait effectivement pu être courte et se solder, comme en 1870, par une cinglante défaite française.

Mais le 2 septembre 1914, von Kluck décide de continuer sa marche en avant face au Sud-Est, contrairement aux ordres reçus, alors que sa mission est d'assurer la protection du flanc allemand. Il oblige ainsi les armées voisines à modifier également leur déplacement. L'historien sait la suite. Le général Gallieni, commandant du camp retranché de Paris, identifie l'inflexion de l'armée von Kluck, qui présente dangereusement son flanc. Joffre lance alors quelques jours plus tard la contre-offensive de la Marne, beau succès défensif français qui rétablit la situation militaire.

Les deux adversaires se font face sur près de 800 kilomètres. L'effet de surprise ne joue plus. Le « système-tranchées » – expression que nous proposons depuis quelques années pour faire comprendre la complexité de l'emboîtement des lignes de défense de chacun des adversaires – impose la guerre industrielle dès la fin de l'année 1914, qui ne peut déboucher que par la puissance de feu d'une artillerie de plus en plus nombreuse et puissante.

Mais les décideurs militaires n'ont pas été les seuls à sacrifier à la conviction que la guerre devait être courte. Les dirigeants politiques et économiques ont largement partagé cette croyance.

Les responsables politiques français sont littéralement « douchés » par les premiers revers français. La solution trouvée consiste à partir vers Bordeaux lorsque les événements tournent mal, laissant Joffre assumer la totalité de la responsabilité de la guerre, ce qui d'ailleurs, le satisfait pleinement.

Les milieux économiques ne sont pas en reste. La Banque de France prévoit de financer la guerre par des avances à l'État. Elle table sur 2,5 milliards de francs-or pour couvrir les dépenses, loin de se douter qu'il lui faudra consentir des avances de trésorerie très supérieures, sans compter les autres procédés de financement qu'il allait falloir développer tout au long de la guerre : impôts, emprunts sur le public ou auprès d'institution bancaires et... inflation.

En fait, c'est la représentation sociale de l'époque d'une guerre qui vient, *in fine*, largement expliquer ce mythe d'une guerre courte. Même si la guerre totale a déjà été pensée par les experts militaires, les dirigeants civils et les opinions publiques ne savent pas ce type de guerre possible. Ils imaginent le conflit à la manière du XIX^e siècle, la guerre n'occupant pas la totalité de l'espace social.

Le sentiment que la guerre ne peut pas durer explique aussi en partie le ralliement de la majorité des socialistes à l'idée de guerre défensive. « L'Union sacrée », qui est en fait simplement une « trêve des partis », comme l'a montré l'historien Jean-Jacques Becker, n'est pas véritablement faite pour s'installer dans le temps à l'origine. La conviction généralisée que la guerre ne saurait durer ne s'arrête pas à la fin de 1914. Les dirigeants italiens croient encore à une guerre courte lorsqu'ils acceptent d'entrer dans le conflit aux côtés des Franco-Anglais au printemps de 1915. Cette confiance a largement motivé le

« L'offensive à outrance ». **Une spécificité française ?**

Tous les états-majors qui se lancent dans la guerre en août 1914 sont persuadés que seule l'offensive doit permettre une victoire rapide et décisive.

Tous les plans de l'époque (allemand, autrichien, russe ou français) sont offensifs.

L'attaque française du 22 août 1914 répond aux spécificités du plan de concentration des troupes connu sous l'appellation de plan XVII. Cette offensive en Lorraine n'est pas illogique. Elle tient compte de « l'option belge » dont les Français sont au courant même s'ils en sous-estiment l'importance. Cette offensive est réfléchie à partir de la mi-août en fonction des renseignements dont dispose Joffre. À cette date, d'ailleurs, les Allemands sont aussi mal renseignés que les Français. Joffre estime qu'il lui faut attaquer ce qu'il considère comme le point faible de l'adversaire. En outre, en cas de succès l'offensive française doit déboucher sur les « provinces perdues » et permettre de joindre les impératifs militaires et politiques. Pour le reste, Joffre n'est d'ailleurs pas un « offensif à tout crin » puisque les débuts de la guerre, à partir du 26 août sont constitués d'une longue manœuvre en retraite jusqu'au 7 septembre 1914. Le plan Schlieffen allemand s'appuie sur l'idée de la violation de la neutralité belge ainsi que sur un rythme de progression rapide.

L'état-major russe – la Stavka – a élaboré ses plans en fonction de sa volonté de résister à une poussée austro-hongroise et pour céder à la pression diplomatique française lui demandant d'entrer en campagne le plus rapidement possible après la déclaration de guerre. Les Russes acceptent donc d'attaquer en Prusse orientale avant même que ne soient achevées leurs manœuvres de mobilisation. La 1^{re} armée doit prendre comme objectif Königsberg, sur la Baltique, tandis que la 2^e armée doit marcher sur la Vistule.

Dans tous les cas de figure, c'est bien l'offensive qui est assimilée à la seule manière de remporter une victoire rapide.

« consentement » des soldats à la mobilisation, même si celui-ci s'effondre après.

Fermement décidés à faire leur devoir, les mobilisés étaient persuadés qu'ils rentreraient chez eux après avoir donné une bonne leçon aux Allemands, à la suite de quelques batailles bien senties. Or, non seulement la guerre s'installe dans la durée, mais le choc est d'une violence extrême et paradoxale. L'artillerie impose sa puissance, qui vient modeler la guerre dès les premiers engagements. Les pertes françaises (tués, blessés, disparus) sont de plus de 600 000 hommes d'août à décembre 1914. Cette désillusion de la guerre explique bien des comportements de la part des soldats.

Elle débouche aussi sur des phénomènes mal compris par les médias d'aujourd'hui, notamment par la culture cinématographique. Les quelques cas de trêves de Noël, connus en décembre 1914 sur le front occidental, relèvent largement de cette désillusion et non point d'une culture pacifiste. Les soldats étaient partis dans une ferme résignation, persuadés que la guerre serait largement terminée pour Noël. Or, à cette date, non seulement ils sont encore dans les tranchées, mais les opérations semblent bloquées par l'incapacité de chacun des adversaires à l'emporter nettement sur l'autre.

Dès lors, des comportements minoritaires ont pu déboucher sur la volonté de se rapprocher, à l'aide de quelques gestes, d'un ennemi qui endurait les mêmes tourments. Mais c'est l'atmosphère très particulière de la Nativité qui a entraîné quelques manifestations de ce type. En décembre 1915, de tels signes de découragement n'existent plus. À cette date, l'illusion d'une guerre courte a alors fait long feu.